



Conseil économique et social

Distr. : Générale
18 mai 2011

Français
Original : Anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Soixante-septième session

Bangkok, 19-25 mai 2011

Ordre du jour provisoire annoté (révisé)

Le présent document contient l'ordre du jour provisoire de la soixante-septième session de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (section I) et les annotations à l'ordre du jour provisoire (section II).

I. Ordre du jour provisoire

Segment hauts responsables

1. Ouverture de la session:
 - a) Allocutions d'ouverture;
 - b) Élection du bureau;
 - c) Adoption de l'ordre du jour.
2. Organe spécial pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral:
 - a) Réduction des écarts de développement, y compris la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty;
 - b) Questions diverses.
3. Examen des questions relatives à l'appareil subsidiaire de la Commission, y compris les activités des institutions régionales de la CESAP:
 - a) Politiques macroéconomiques, réduction de la pauvreté et développement inclusif;
 - b) Commerce et investissement;
 - c) Transports;
 - d) Environnement et développement;
 - e) Technologies de l'information et de la communication;

- f) Réduction des risques de catastrophe;
 - g) Développement social;
 - h) Statistiques;
 - i) Activités sous-régionales pour le développement.
4. Questions relatives à la gestion:
- a) Projet de programme de travail pour la période biennale 2012-2013;
 - b) Modifications apportées au programme pour la période biennale 2010-2011;
 - c) Examen à mi-parcours du fonctionnement de l'appareil de conférence de la Commission;
 - d) Activités de coopération technique de la CESAP et annonces de contributions.
5. Activités du Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission.
6. Date, lieu et thème de la soixante-huitième session de la Commission (2012).

Segment ministériel

7. Questions de politique intéressant la région Asie-Pacifique:
- a) Principaux enjeux pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique;
 - b) Étude 2011 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique.
8. Thème de la soixante-septième session : « Au-delà des crises : les perspectives à long terme pour la protection sociale et le développement en Asie et dans le Pacifique ».
9. Questions diverses.
10. Adoption du rapport de la Commission.

II. Annotations

A. Segment hauts responsables

1. Ouverture de la session

a) Allocutions d'ouverture

Le programme détaillé de l'ouverture de la session sera annoncé dès qu'il aura été finalisé.

b) Élection du bureau

L'article 13 du Règlement intérieur de la Commission dispose ce qui suit: « La Commission élit chaque année, à sa première séance, parmi les représentants de ses membres, un Président et deux Vice-Présidents (appelés premier Vice-Président et second Vice-Président), qui demeurent en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles ». Si la plénière le décide, cet article peut être appliqué différemment pour permettre à la Commission d'élire plus de deux vice-présidents comme cela a été le cas lors de sessions précédentes, la Commission pouvant élire alors un bureau composé d'un président et de plusieurs vice-présidents.

Le segment hauts responsables peut décider de se constituer en deux comités pléniers et un groupe de travail des projets de résolution. Il élirait alors un président et des vice-présidents pour chacun de ces organes.

Le segment ministériel élira le Président et les Vice-Présidents de la Commission.

c) Adoption de l'ordre du jour**Documentation**

Ordre du jour provisoire (E/ESCAP/67/L.1)

Ordre du jour provisoire annoté (révisé) (E/ESCAP/67/L.2/Rev.1)

L'ordre du jour provisoire a été établi par la Secrétaire exécutive en consultation avec le Président en exercice de la Commission et le Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission.

La Commission est invitée à adopter l'ordre du jour de la session.

2. Organe spécial pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral

Conformément à la résolution 64/1 sur la restructuration de l'appareil de conférence de la Commission, l'Organe spécial pour les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral se réunit pendant le segment hauts responsables, et est doté du même statut que les comités pléniers.

a) Réduction des écarts de développement, y compris la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty**Documentation**

Réduction des écarts de développement, y compris la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty (E/ESCAP/67/1)

Note verbale en date du 25 avril 2011, adressée au secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique par l'Ambassade de Mongolie en Thaïlande

Dans sa résolution 66/13 sur le renforcement de la coopération régionale en Asie du Nord et Asie centrale, la Commission a prié la Secrétaire exécutive,

entre autres, de mettre en œuvre le Programme d'action d'Almaty: répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit. En réponse à cette résolution, le Gouvernement mongol et la CESAP ont organisé la Concertation Asie-Pacifique de haut niveau sur la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty et les écarts de développement dont souffrent les pays en développement sans littoral, qui s'est déroulée du 12 au 14 avril 2011 à Oulan-Bator.

Le document E/ESCAP/67/1 évalue les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty avec notamment pour objet :

a) D'évaluer les progrès accomplis dans trois domaines principaux du programme, à savoir: i) promouvoir la connectivité et créer une infrastructure de transport de transit de base en vue du développement général des pays en développement sans littoral; ii) accroître la part des pays en développement sans littoral dans les flux commerciaux mondiaux au moyen de la facilitation des échanges; et iii) renforcer la coopération pour le développement (aide publique au développement (APD), investissement étranger direct (IED) et partenariat public-privé pour la connectivité) en appui au développement inclusif et durable des pays en développement sans littoral;

b) De recenser les autres grands écarts de développement et défis auxquels sont confrontés les pays en développement sans littoral en dehors des questions de commerce de transit, en particulier concernant les Objectifs du Millénaire pour le développement. Le document aborde aussi les difficultés auxquelles se heurtent les pays en développement sans littoral pour faire face à la récente crise financière mondiale et l'impact de cette crise sur la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Les autres multiples risques et disparités de développement auxquels les pays en développement sans littoral sont exposés (comme ceux résultant des changements climatiques) sont également traités dans le contexte d'un environnement mondial et régional en pleine évolution; et

c) De définir les politiques novatrices à moyen et long terme que les pays en développement sans littoral ont reconnues comme utiles au renforcement de la coopération régionale permettant d'accélérer la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty ainsi que de leur donner les moyens de mieux faire face à leurs problèmes de développement et d'apporter les améliorations nécessaires à leur infrastructure, pour réduire les disparités dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement compte tenu du Document final de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (voir la résolution 65/1 adoptée par l'Assemblée le 22 septembre 2010).

La note verbale de la Mongolie (E/ESCAP/67/22) a pour objet de porter à l'attention de la Commission la Déclaration d'Oulan-Bator issue de la Concertation Asie-Pacifique de haut niveau. L'Organe spécial souhaitera peut-être examiner le contenu des deux documents et formuler des recommandations à l'intention de la Commission, qui sera invitée, à son tour, à approuver la Déclaration d'Oulan-Bator en vue des activités de suivi que devra réaliser le secrétariat.

L'Organe spécial souhaitera peut-être examiner également les conclusions de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, notamment les mécanismes de suivi envisagés pour les commissions régionales (voir A/CONF.219/3, par. 143 à 148).

b) Questions diverses

L'Organe spécial souhaitera peut-être examiner d'autres questions portées à son attention.

3. Examen des questions relatives à l'appareil subsidiaire de la Commission, y compris les activités des institutions régionales de la CESAP

Les documents de synthèse suivants seront examinés au titre de chaque sous-programme en tant que de besoin:

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, sections I à IX)

Bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions de la Commission (E/ESCAP/67/3)

Rapport sur les activités de la Commission en 2010-2011 (E/ESCAP/67/INF/3)

Le point 3 de l'ordre du jour porte principalement sur: a) les enjeux et défis ayant trait aux huit sous-programmes; b) les rapports des organes subsidiaires de la Commission (qui se sont réunis depuis la dernière session de la Commission); c) les rapports des réunions intergouvernementales; d) les progrès accomplis dans l'exécution des mandats de la Commission; et e) les activités des institutions régionales de la CESAP. Les documents ayant trait à ce point de l'ordre du jour identifient les grandes priorités et les questions émergentes, en tenant compte des aspects sous-régionaux.

Les travaux au titre de ce point de l'ordre du jour devraient permettre: a) l'identification des questions émergentes qui appellent une attention particulière en vue d'adopter des mesures appropriées; b) l'examen des progrès accomplis et le recensement des insuffisances nécessitant une attention prioritaire, s'agissant de l'exécution des mandats de la Commission; c) le suivi des grandes conférences mondiales; d) la définition des perspectives de la région de l'Asie et du Pacifique concernant certaines questions devant être examinées lors de grandes réunions mondiales en 2011; e) l'adoption des rapports des organes subsidiaires qui se sont réunis depuis la soixante-sixième session de la Commission; et f) l'identification des principales questions à traiter lors des réunions d'organes subsidiaires prévues en 2011.

Il sera rendu compte des résultats des délibérations au titre de ce point de l'ordre du jour dans le rapport annuel de la Commission devant être présenté au Conseil économique et social. Les déclarations des pays seront analysées afin d'établir la contribution de la région à l'examen ministériel annuel, ainsi qu'au dialogue qu'auront les secrétaires exécutifs des commissions régionales avec le Conseil économique et social en juillet 2011. Les résultats de l'analyse serviront également à établir la contribution de la région aux rapports sur les questions de développement économique, social et environnemental que devra présenter le Secrétaire général. Les conclusions qui auront été approuvées aideront la

Secrétaire exécutive à préparer les déclarations qu'elle prononcera lors de diverses réunions, notamment à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale, et serviront de base aux exposés que présentera le secrétariat de la CESAP à l'occasion de grandes réunions mondiales en 2011.

La Commission souhaitera peut-être donner au secrétariat, par le biais de décisions ou de résolutions, des directives pour l'amélioration et la mise en œuvre efficace des activités dans les domaines relevant de ce point de l'ordre du jour.

a) Politiques macroéconomiques, réduction de la pauvreté et développement inclusif

Documentation

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section II).

Bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions de la Commission (E/ESCAP/67/3, section I)

Rapport du Centre pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture durable (E/ESCAP/67/4)

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section II)

Le document E/ESCAP/67/2, section II, examine les problèmes auxquels sont confrontés les pays de la région pour soutenir la croissance économique en pleine incertitude mondiale tout en favorisant le développement inclusif par la réduction rapide de la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Le document porte également sur les difficultés rencontrées par les pays ayant des besoins particuliers et les activités menées par le secrétariat pour aider ces pays. Le secteur agricole joue un rôle important dans la plupart des pays en développement de la région et, à cet égard, le document examine le travail accompli par le Centre pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture durable (CERPEDECS) sur les problèmes du secteur agricole. La Commission est invitée à donner son avis et à faire des recommandations sur les enjeux et défis posés ainsi que sur le travail analytique qu'effectue le secrétariat dans le cadre de ce sous-programme.

Bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions de la Commission (E/ESCAP/67/3, section I)

Le document fait le point des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la résolution 66/3 sur l'application du Document final de Dhaka sur le Programme d'action de Bruxelles pour les pays les moins avancés.

La Commission est invitée à examiner les progrès accomplis et à donner au secrétariat son avis ainsi que de nouvelles directives pour une application plus efficace de la résolution en question.

Rapport du Centre pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture durable (E/ESCAP/67/4)

Le rapport annuel à la Commission du Centre pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture durable (CERPEDECS) examine les progrès accomplis par le Centre dans l'exécution de son programme de travail, et fait le point sur sa situation administrative et financière. Il y est également question de certaines activités majeures et des faits nouveaux pertinents.

La Commission souhaitera peut-être faire des observations sur ce document et donner des orientations quant aux activités futures du CERPEDECS.

b) Commerce et investissement

Documentation

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section III)

Rapport du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie (E/ESCAP/67/5)

Rapport du Centre des Nations Unies pour le génie et la machine agricoles en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/6)

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section III)

Le document E/ESCAP/67/2, section III, donne un bref aperçu des tendances et faits récents ainsi que des enjeux dans les domaines du commerce et de l'investissement, y compris le développement du secteur privé dans la région. Il examine les principaux domaines dans lesquels les pays de la région Asie-Pacifique devraient agir en vue de saisir les nouvelles opportunités en matière de commerce et d'investissement qui voient le jour au lendemain de la crise économique mondiale. Le document résume également les initiatives mises en œuvre par le secrétariat pour aider les pays dans ce domaine.

La Commission est invitée à se prononcer sur les grandes options retenues et sur les initiatives que le secrétariat met actuellement en œuvre pour aider les pays membres.

Rapport du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie (E/ESCAP/67/5)

Le rapport annuel à la Commission du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie (CAPTT) examine les progrès accomplis par le Centre dans l'exécution de son programme de travail et fait le point sur sa situation administrative et financière. Il y est également question de certaines activités majeures et des faits nouveaux pertinents.

La Commission souhaitera peut-être faire des observations sur ce document et donner des orientations quant aux activités futures du CAPTT.

Rapport du Centre des Nations Unies pour le génie et la machine agricoles en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/6)

Le rapport annuel à la Commission du Centre des Nations Unies pour le génie et la machine agricoles en Asie et dans le Pacifique (ONUCGMAP) examine les progrès accomplis par le Centre dans l'exécution de son programme de travail, et fait le point sur sa situation administrative et financière. Il y est également question de certaines activités majeures et des faits nouveaux pertinents.

La Commission souhaitera peut-être faire des observations sur ce document, et donner des orientations quant aux activités futures de l'ONUCGMAP.

c) Transports

Documentation

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section IV)

Rapport du Comité des transports sur sa deuxième session (E/ESCAP/67/7)

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section IV)

Le document E/ESCAP/67/2, section IV, présente un bref aperçu des faits récents, et des grands enjeux et défis concernant le secteur des transports dans la région. Il fait également le point des mesures prises ou envisagées par le secrétariat pour concrétiser la vision à long terme de la Commission: à savoir un système de transport et de logistique international intermodal intégré reposant sur les deux grands piliers que constituent les réseaux de la Route d'Asie et du Chemin de fer transasiatique ainsi que sur les ports secs, autre composante importante du développement de ces deux réseaux.

La Commission est invitée à donner ses directives sur les questions recensées en la matière.

Rapport du Comité des transports sur sa deuxième session (E/ESCAP/67/7)

Le Comité des transports a tenu sa deuxième session à Bangkok du 1^{er} au 3 novembre 2010. Il a dressé le bilan des progrès accomplis et s'est penché sur les mesures à prendre pour résoudre les problèmes et relever les défis liés à la promotion de la connectivité régionale. Ce faisant, le Comité a réaffirmé l'importance de la Déclaration de Busan sur le développement des transports en Asie et dans le Pacifique et du Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase I (2007-2011) en tant que stratégie à long terme essentielle pour le développement d'un système de transport et de logistique international intermodal intégré, et a approuvé d'une manière générale les domaines thématiques et mesures proposés aux niveaux régional et national quant aux activités à mener dans le cadre de la phase II (2012-2016) du Programme d'action régional.

Le Comité a prié le secrétariat d'aller de l'avant dans l'élaboration d'un projet d'accord intergouvernemental sur les ports secs, qui serait examiné lors de réunions sous-régionales et régionales ultérieures, sur la base de la structure proposée par le secrétariat, en tenant compte des propositions et observations formulées par les délégations durant la session et au cours de la Réunion du groupe d'experts régional sur le développement des ports secs sur les réseaux de la Route d'Asie et du Chemin de fer transasiatique, qui s'était tenue parallèlement à la session. Le Comité a aussi prié le secrétariat de procéder aux préparatifs de la Conférence ministérielle sur les transports devant se tenir en novembre 2011.

La Commission est invitée à examiner les questions appelant des décisions de sa part ou portées à son attention, telles que figurant dans le rapport du Comité, et à donner au secrétariat de nouvelles directives.

d) Environnement et développement

Documentation

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section V)

Bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions de la Commission (E/ESCAP/67/3, section II)

Rapport de la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement sur sa sixième session (E/ESCAP/67/8)

Rapport du Comité de coordination pour les programmes géoscientifiques de l'Asie de l'Est et du Sud-Est (E/ESCAP/67/INF/4)

Rapport de la Commission du Mékong (E/ESCAP/67/INF/5)

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section V)

Le document E/ESCAP/67/2, section V, présente un bref compte rendu des grands enjeux et défis en matière d'environnement et de développement, y compris l'accès adéquat au logement, à l'électricité, à l'eau propre et à l'assainissement en Asie et dans le Pacifique ainsi que la tendance actuelle en faveur du développement économique et social inclusif et durable dans la région.

La Commission est invitée à examiner les questions appelant des décisions de sa part ou portées à son attention, et à donner au secrétariat de nouvelles directives.

Bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions de la Commission (E/ESCAP/67/3, section II)

Le document E/ESCAP/67/3 présente un bref compte rendu des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 64/3 intitulée « Promouvoir les énergies renouvelables pour la sécurité énergétique et le développement durable en Asie et dans le Pacifique ».

La Commission est invitée à examiner les progrès accomplis, et à donner au secrétariat son avis ainsi que de nouvelles directives pour la bonne mise en œuvre de la résolution mentionnée ci-dessus.

Rapport de la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement sur sa sixième session (E/ESCAP/67/8)

Le document E/ESCAP/67/8 contient le rapport de la sixième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique, qui s'est tenue à Astana du 27 septembre au 2 octobre 2010. Le rapport porte sur les principaux résultats de la Conférence, y compris la Déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique (2010), le Plan régional d'application pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique (2011-2015) et l'Initiative d'Astana pour une « passerelle verte ». La Commission souhaitera peut-être prendre note des résultats et les approuver.

Rapport du Comité de coordination pour les programmes géoscientifiques de l'Asie de l'Est et du Sud-Est (E/ESCAP/67/INF/4)

Rapport de la Commission du Mékong (E/ESCAP/67/INF/5)

Les rapports du Comité de coordination pour les programmes géoscientifiques de l'Asie de l'Est et du Sud-Est (E/ESCAP/67/INF/4) et de la Commission du Mékong (E/ESCAP/67/INF/5) sont soumis à la Commission pour information. La Commission est invitée à en prendre note.

e) Technologies de l'information et de la communication

Documentation

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section VI)

Rapport du Comité des technologies de l'information et de la communication sur sa deuxième session (E/ESCAP/67/9)

Rapport du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement (E/ESCAP/67/10)

f) Réduction des risques de catastrophe

Documentation

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section VI)

Bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions de la Commission (E/ESCAP/67/3 et Corr.1, section III)

Rapport du Comité des typhons (E/ESCAP/67/INF/6)

Rapport du Groupe d'experts en cyclones tropicaux (E/ESCAP/67/INF/7)

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section VI)

Le document E/ESCAP/67/2, section VI, contient un aperçu des principaux problèmes et enjeux de politique générale ayant trait au développement des technologies de l'information et de la communication (TIC), y compris les applications des techniques spatiales et la réduction des risques de catastrophe. Il met l'accent sur plusieurs initiatives prises ou envisagées par le secrétariat, en particulier les suivantes: des études régionales, telles que le rapport CESAP-Stratégie internationale de prévention des catastrophes (ISDR) sur les catastrophes en Asie et dans le Pacifique, la présentation du Portail Asie-Pacifique sur la réduction des risques de catastrophe et le développement qui est destiné à la mise en commun de l'information et des pratiques optimales, le renforcement des capacités TIC par le biais du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de communication pour le développement (CAPFTIC), le lancement du Mécanisme de coopération régionale axé sur l'information spatiale pour le suivi des catastrophes et l'alerte rapide, en particulier les sécheresses, et la promotion de la mise en commun régionale des capacités de communication en matière de catastrophe à travers le Groupe de travail régional interinstitutions sur les TIC.

La Commission est invitée à formuler des observations sur les informations présentées dans ce document, afin de donner ses directives sur les questions qui y sont traitées et les initiatives du secrétariat qui y sont indiquées.

Bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions de la Commission (E/ESCAP/67/3, section III)

Le secrétariat fait le bilan des progrès qu'il a accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 66/8 sur l'examen de la proposition d'établir le Centre Asie-Pacifique pour la gestion des catastrophes à l'aide des technologies de l'information, de la communication et de l'espace en République islamique d'Iran.

La Commission est invitée à examiner ce bilan, et à indiquer la marche à suivre en la matière.

Rapport du Comité des technologies de l'information et de la communication sur sa deuxième session (E/ESCAP/67/9)

Le Comité des technologies de l'information et de la communication a tenu sa deuxième session à Bangkok du 24 au 26 novembre 2010. Il a examiné les principaux problèmes auxquels est confrontée la région de l'Asie et du Pacifique dans le domaine du développement des TIC, y compris les technologies spatiales, et leurs applications au développement économique et social inclusif et durable ainsi qu'à la réduction et à la gestion efficaces des risques de catastrophe. Le Comité a souligné l'importance des TIC en tant qu'instrument majeur de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, des buts fixés par le Sommet mondial sur la société de l'information, ainsi que du Cadre d'action de Hyogo. Il a prié le secrétariat d'entreprendre des activités d'analyse et de recherche sur les politiques et la réglementation des technologies de l'information et de la communication, notamment concernant la réduction des nouvelles fractures numériques par le développement inclusif du large bande, les applications mobiles et la mise en commun des capacités régionales de

communication en matière de catastrophe, en s'attachant aux problèmes des pays sans littoral et des pays insulaires du Pacifique ainsi qu'à la nécessité de diminuer les coûts et d'augmenter la qualité d'accès.

La Commission est invitée à examiner les questions appelant des décisions de sa part ou portées à son attention, telles que figurant dans le rapport du Comité, et à donner au secrétariat de nouvelles directives.

Rapport du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement (E/ESCAP/67/10)

Le rapport annuel à la Commission du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement (CAPFTIC) passe en revue les progrès accomplis par le Centre dans l'exécution de son programme de travail, et fait le point sur sa situation administrative et financière. Il y est également question de certaines activités majeures et des faits nouveaux pertinents.

La Commission souhaitera peut-être faire des observations sur ce document, et donner des orientations quant aux activités futures du CAPFTIC.

Rapport du Comité des typhons (E/ESCAP/67/INF/6)

Rapport du Groupe d'experts en cyclones tropicaux (E/ESCAP/67/INF/7)

Les rapports du Comité des typhons (E/ESCAP/67/INF/6) et du Groupe d'experts en cyclones tropicaux (E/ESCAP/66/INF/7) sont soumis à la Commission pour information. La Commission est invitée à en prendre note.

g) Développement social

Documentation

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section VII)

Rapport du Comité du développement social sur sa deuxième session (E/ESCAP/67/11)

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section VII)

Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Commission examinera les préparatifs régionaux de deux grands examens mondiaux, à savoir: 1) l'examen approfondi par l'Assemblée générale des progrès accomplis dans la réalisation de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida et de la Déclaration politique sur le VIH/sida; et 2) l'examen et l'évaluation par la Commission du développement social de la mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement.

L'attention de la Commission est appelée sur la résolution A/RES/65/180 du 20 décembre 2010 de l'Assemblée générale, intitulée « Organisation de l'examen approfondi des progrès accomplis dans la réalisation de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida et de la Déclaration politique sur le VIH/sida en 2011 ». Dans cette résolution, l'Assemblée générale a notamment invité les commissions régionales à envisager des initiatives contribuant au processus préparatoire d'une réunion de haut niveau organisée par l'Assemblée générale du 8 au 10 juin 2011. La Commission souhaitera peut-être examiner les progrès accomplis dans la réalisation des engagements susmentionnés, y compris dans le contexte de la résolution 66/10 de la CESAP, intitulée « Appel régional à l'action pour réaliser l'accès universel à la prévention du VIH, au traitement, aux soins, et au soutien en Asie et dans le Pacifique », dans le cadre des préparatifs régionaux de l'examen approfondi par l'Assemblée générale en juin 2011.

L'attention de la Commission est également appelée sur la résolution A/RES/65/182 du 21 décembre 2010 de l'Assemblée générale, intitulée « Suite donnée à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement », et sur la résolution 2010/14 du 22 juillet 2010 du Conseil économique et social, intitulée « Application future du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, 2002 », aux termes de laquelle il a été décidé que les deuxièmes examen et évaluation mondiaux du Plan d'action international de Madrid seraient effectués en 2013. Dans la résolution 2010/14, le Conseil a décidé, entre autres choses, que les commissions régionales organiseraient des réunions régionales d'examen et d'évaluation en vue de l'examen mondial. Conformément à ce mandat, la CESAP organisera en 2012 une réunion intergouvernementale de haut niveau sur les deuxièmes examens et évaluation régionaux Asie-Pacifique sur la mise en œuvre du Plan d'action de Madrid. La Commission est invitée à donner ses directives et son avis sur les préparatifs régionaux de la réunion intergouvernementale de haut niveau, dont les conclusions seront présentées lors de l'examen mondial en 2013.

Rapport du Comité du développement social sur sa deuxième session (E/ESCAP/67/11)

Le rapport du Comité du développement social sur sa deuxième session, tenue à Bangkok du 19 au 21 octobre 2010, est soumis à la Commission pour examen et approbation. La session de la Commission a eu pour thème le développement favorisant l'intégration des personnes handicapées. En particulier, le Comité a décidé d'adresser à la Commission les recommandations suivantes pour décision: a) proclamation par la Commission, à sa soixante-huitième session, d'une nouvelle décennie pour la promotion des droits des personnes handicapées, 2013-2022; b) création d'un fonds régional multidonateur destiné à élargir le soutien dont bénéficierait la mise en œuvre d'une nouvelle décennie; et c) examen d'un projet de résolution sur l'amélioration de l'accessibilité de la CESAP pour les personnes handicapées. Le Comité a également recensé les priorités de l'action de la CESAP dans le domaine du développement social, approuvé pour inclusion dans le programme de travail pour la période biennale 2012-2013 les produits proposés par le secrétariat, et décidé que sa troisième session se tiendrait en 2014. La Commission est invitée à examiner les questions appelant des décisions de sa part ou portées à son attention, telles que figurant dans le rapport du Comité, et à donner au secrétariat de nouvelles directives.

h) Statistiques

Documentation

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section VIII)

Bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions de la Commission (E/ESCAP/67/3, section IV)

Rapport du Comité de statistique sur sa deuxième session (E/ESCAP/67/12)

Rapport de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique (E/ESCAP/67/13)

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section VIII)

Le document E/ESCAP/67/2, section VIII, contient un aperçu des actions de suivi actuelles ou prévues du secrétariat relatives aux décisions et recommandations du Comité de statistique. Il met l'accent sur les activités du secrétariat visant à développer et à améliorer les statistiques sociales, de l'état civil et économiques dans la région, à perfectionner la coordination de la formation statistique et à favoriser la modernisation des systèmes d'information statistique au sein des systèmes statistiques nationaux de la région, renforçant ainsi l'orientation stratégique définie par le Comité.

La Commission est invitée à donner ses directives et son avis sur les activités de suivi entreprises par le secrétariat et à encourager ses membres à soutenir activement ces efforts.

Bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions de la Commission (E/ESCAP/67/3, section IV)

Le document E/ESCAP/67/3 fait le point des progrès que le secrétariat a accomplis dans la mise en œuvre des résolutions suivantes de la Commission: a) résolution 62/10 intitulée « Renforcer les capacités statistiques en Asie et dans le Pacifique »; et résolution 65/2 intitulée « Coopération technique régionale et renforcement des capacités pour le développement statistique en Asie et dans le Pacifique ».

La Commission est invitée à examiner les progrès accomplis, et à présenter ses observations et directives concernant la poursuite de la mise en œuvre des résolutions en question.

Rapport du Comité de statistique sur sa deuxième session (E/ESCAP/67/12)

Lors de sa deuxième session, tenue à Bangkok du 15 au 17 décembre 2010, le Comité de statistique a examiné tout un ensemble de questions d'importance stratégique pour le développement statistique dans la région de l'Asie et du Pacifique, et a convenu de poursuivre les objectifs suivants: a) veiller à ce que, d'ici à 2020, tous les pays de la région aient la capacité de produire un ensemble de base de statistiques démographiques, économiques, sociales et environnementales; et b) créer un environnement plus souple et moins coûteux

pour la gestion de l'information passant par une collaboration plus étroite entre bureaux nationaux de statistique.

Le Comité a adopté un certain nombre de recommandations et de décisions concernant: a) l'amélioration des statistiques de l'état civil; b) l'amélioration des statistiques économiques; c) l'intégration des statistiques agricoles aux systèmes nationaux de statistique; d) le Programme de comparaison internationale; e) la coordination entre partenaires internationaux en matière de développement statistique.

Le Comité a estimé que des projets de résolution devraient être soumis dans les domaines suivants: a) développement des capacités statistiques; b) statistiques de l'état civil; et c) statistiques économiques.

La Commission est invitée à examiner les questions appelant des décisions de sa part ou portées à son attention, telles que figurant dans le rapport du Comité, et à donner au secrétariat de nouvelles directives.

Rapport de l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique (E/ESCAP/67/13)

Le rapport annuel présenté à la Commission par l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique (ISAP) rend compte des progrès accomplis par l'Institut dans l'exécution de son programme de travail ainsi que de sa situation administrative et financière. Il y est également question de certaines activités majeures et des faits nouveaux pertinents.

La Commission souhaitera peut-être faire des observations sur ce document, et donner des orientations quant aux activités futures de l'ISAP.

i) Activités sous-régionales pour le développement

Documentation

Aperçu par sous-programme: enjeux et défis pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/2, section IX)

Asie de l'Est et du Nord-Est

En application des conclusions de la Réunion intergouvernementale ad hoc sur les nouveaux bureaux sous-régionaux de la CESAP pour l'Asie de l'Est et du Nord-Est, l'Asie du Nord et l'Asie centrale, et l'Asie du Sud et du Sud-Ouest, qui a eu lieu à Bangkok en mars 2010, une réunion de consultation s'est tenue à Incheon (République de Corée) les 22 et 23 novembre 2010, pour affiner le programme de travail concernant spécifiquement l'Asie de l'Est et du Nord-Est et pour définir les méthodes devant permettre de relever les défis propres à la sous-région en matière de développement inclusif et durable.

Le document E/ESCAP/67/2, section IX, porte sur les priorités et méthodes examinées lors de la réunion de consultation et sur l'évolution de la situation concernant le Bureau sous-régional de la CESAP pour l'Asie de l'Est et du Nord-Est. La Commission souhaitera peut-être examiner les progrès accomplis et suggérer de nouvelles priorités pour la sous-région, sachant que le

Bureau sous-régional complète par son approche les programmes de travail en cours, en s'attachant tout particulièrement à créer et à faire fonctionner les plateformes de partage des connaissances pour renforcer les partenariats et redoubler d'efforts en matière de collaboration interdisciplinaire, à favoriser la collaboration régionale et à promouvoir la coopération Sud-Sud à travers les transferts de connaissances et de pratiques optimales.

Pacifique

La sous-région du Pacifique travaille actuellement au renforcement de ses capacités de développement inclusif et durable, en s'attachant particulièrement à résoudre les problèmes liés aux changements climatiques, ainsi qu'à l'élaboration de plans et de politiques propres à stimuler la croissance et surmonter les revers subis à la suite des récentes crises mondiales. Depuis les examens d'étape de 2010 concernant les progrès accomplis dans la réalisation: a) de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de l'application du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement; et b) des Objectifs du Millénaire pour le développement, la sous-région étudie des solutions concrètes permettant d'accélérer ces progrès et de réduire la vulnérabilité aux chocs externes.

Le document E/ESCAP/67/2, section IX, contient un aperçu des initiatives récentes ou prévues du secrétariat destinées à favoriser un développement inclusif et durable dans la région du Pacifique. La Commission souhaitera peut-être examiner et commenter ce document, et donner de nouvelles directives au secrétariat.

4. Questions relatives à la gestion

Au titre du point 4 de l'ordre du jour, le secrétariat soumet à la Commission, pour examen, des rapports portant sur une série de questions de gestion liées au maintien de l'efficacité des activités de la CESAP.

a) Projet de programme de travail pour la période biennale 2012-2013

Documentation

Projet de programme de travail pour la période biennale 2012-2013 (E/ESCAP/67/14)

Bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions de la Commission (E/ESCAP/67/3, section V)

Projet de programme de travail pour la période biennale 2012-2013 (E/ESCAP/67/14)

Le document E/ESCAP/67/14 intitulé « Projet de programme de travail pour la période biennale 2012-2013 » est soumis à la Commission pour examen et approbation.

Le document contient quatre sections: a) orientation générale; b) cadres et stratégies de résultats par sous-programme; c) énoncé des produits proposés par sous-programme; et d) décisions des organes délibérants. Les sections a), b) et c) proviennent du cadre stratégique pour la période 2012-2013 approuvé par la

Commission à sa soixante-sixième session, en mai 2010, et par le Comité du programme et de la coordination à sa cinquantième session, en juin 2010. La section c) contient les produits proposés pour permettre à la CESAP d'obtenir les résultats prévus figurant dans le cadre stratégique.

Le projet de programme de travail pour la période biennale 2012-2013 a été élaboré en tenant compte des enseignements tirés de la mise en œuvre des programmes de travail précédents ainsi que des résultats d'une série d'évaluations externes. En établissant le présent document, tout a été fait pour tenir compte des priorités des États membres, assurer un meilleur équilibre dans les activités normatives, analytiques et opérationnelles du secrétariat, et tirer parti des avantages comparatifs de la CESAP, y compris son orientation multidisciplinaire.

Le Comité du développement social, le Comité des transports, le Comité des technologies de l'information et de la communication et le Comité de statistique ont donné des directives sur les priorités des activités futures pour les sous-programmes relevant de leur compétence, qui ont servi de base à l'élaboration des produits. De plus, le projet de programme de travail sera réexaminé dans son intégralité par le Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission en février 2011.

Bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre des résolutions de la Commission (E/ESCAP/67/3, section V)

Le document E/ESCAP/67/3, section V, sous-section B, contient un bilan des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 66/15 sur le renforcement de la fonction d'évaluation du secrétariat de la Commission, y compris un plan d'évaluation pour le secrétariat. Ce plan prévoit des évaluations périodiques qui incorporent le travail des divisions, des bureaux sous-régionaux et des institutions régionales pour la période 2012-2013.

La Commission est invitée à présenter ses observations sur les informations figurant dans ce document, afin de définir les mesures propres à améliorer encore les activités d'évaluation de la CESAP.

b) Modifications apportées au programme pour la période biennale 2010-2011

Aucune modification du programme n'est à constater pour la période biennale 2010-2011 après la dernière révision du programme de travail approuvée par la Commission à sa soixante-sixième session.

c) Examen à mi-parcours du fonctionnement de l'appareil de conférence de la Commission (E/ESCAP/67/15)

Documentation

Examen à mi-parcours du fonctionnement de l'appareil de conférence de la Commission (E/ESCAP/67/15)

Le document (E/ESCAP/67/15) rend compte de la mise en œuvre de la résolution 64/1, en mettant particulièrement l'accent sur la question de savoir si l'appareil de conférence a bien rempli sa fonction consistant à améliorer l'efficacité et à attirer une représentation plus élevée et plus large des membres et

membres associés, et est le document de base pour l'examen à mi-parcours du fonctionnement de l'appareil de conférence qui incombe à la présente session.

La Commission est invitée à examiner quelles sont les questions nécessitant une étude plus approfondie d'ici à sa soixante-neuvième session, où aura lieu l'examen final de l'appareil de conférence, y compris son appareil subsidiaire.

d) Activités de coopération technique de la CESAP et annonces de contributions

Documentation

Aperçu général des activités de coopération technique et des contributions extrabudgétaires (E/ESCAP/67/16)

Le document E/ESCAP/67/16 présente un aperçu des activités de coopération technique menées par le secrétariat en 2010, conformément au programme de travail de la CESAP pour 2010-2011, et à la résolution 60/3 de la Commission relative à la mise en œuvre des projets de coopération technique de la CESAP. De plus, il explique les actions entreprises par le secrétariat pour mettre en œuvre une approche programmatique des activités de renforcement des capacités. Le document passe également en revue les ressources extrabudgétaires mobilisées en 2010 pour la mise en œuvre des activités de coopération technique.

La Commission est invitée à donner ses directives au secrétariat sur les futures activités de coopération technique, et à procéder à l'annonce des contributions prévues pour 2011.

5. Activités du Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission

Documentation

Rapport du Comité consultatif des représentants permanents et autres représentants désignés par les membres de la Commission (E/ESCAP/67/17)

Le document E/ESCAP/67/17 porte sur les principales activités du Comité consultatif depuis la soixante-sixième session de la Commission, y compris le soutien apporté à la Secrétaire exécutive pour le traitement de certaines questions concernant la planification, la mise en œuvre et le suivi du programme. La Commission souhaitera peut-être formuler des observations sur le rôle de Comité consultatif et émettre de nouvelles directives sur son action future.

6. Date, lieu et thème de la soixante-huitième session de la Commission (2012)

Documentation

Date, lieu et thème de la soixante-huitième session de la Commission (2012) (E/ESCAP/67/18)

À moins qu'il n'en soit décidé autrement, la Commission tiendra sa soixante-huitième session à Bangkok en avril/mai 2012. La Commission est ici invitée à choisir un thème pour ladite session.

B. Segment ministériel

7. Questions de politique intéressant la région Asie-Pacifique:

- a) **Principaux enjeux pour un développement économique et social inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique**
- b) **Étude 2011 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique**

Documentation

Résumé de l'Étude 2011 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique (E/ESCAP/67/19)

Le document E/ESCAP/67/19 examine l'état de redressement de la région à l'issue de la crise économique et analyse les problèmes émergents entravant la poursuite des progrès en matière de développement économique. L'examen et l'analyse s'appuient sur les résultats des principaux indicateurs macroéconomiques, y compris les données sur le commerce, les investissements et l'emploi. L'analyse du processus de redressement aborde les grands problèmes futurs et les mesures recommandées aux pays afin de maintenir leur développement. Le document analyse également le rôle important joué par la connectivité en Asie et dans le Pacifique pour répondre au besoin que connaît la région de développer les sources nationales et régionales de demande globale. Le document, entre autres choses, présente une évaluation de la connectivité dans la région, recense les principales lacunes et les domaines appelant des améliorations, et présente des recommandations de politique générale. De plus, il suggère des stratégies que les pays de la région, en particulier les pays les moins avancés, pourraient adopter pour augmenter leurs capacités productives et bénéficier de l'intégration régionale et des nouvelles sources de demande globale à l'intérieur de la région.

La Commission est invitée à débattre de ces questions, et à formuler des recommandations sur les politiques pour un développement inclusif et durable dans la région.

8. Thème de la soixante-septième session: « Au-delà des crises: les perspectives à long terme pour la protection sociale et le développement en Asie et dans le Pacifique »

Documentation

Au-delà des crises: les perspectives à long terme pour la protection sociale et le développement en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/67/20)

La Commission, à sa soixante-sixième session, a approuvé, pour sa soixante-septième session, le thème suivant: « Au-delà des crises: les perspectives à long terme pour la protection sociale et le développement en Asie et dans le Pacifique ».

Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Commission examine les expériences nationales et envisage les politiques susceptibles de promouvoir des systèmes de protection sociale plus efficaces et plus inclusifs dans la région Asie-

Pacifique. La protection sociale s'entend comme un ensemble de politiques publiques qui visent à garantir à la population un niveau minimal de sécurité quant à ses besoins essentiels. Pour faciliter les délibérations de la Commission, le document E/ESCAP/67/20 contient un aperçu de la protection sociale en Asie et dans le Pacifique. Dans ce document, la protection sociale est présentée comme un investissement dans le développement social et économique et comme un moyen de réduire la pauvreté et les inégalités. On y examine un ensemble de programmes contributifs et non contributifs dans la région pouvant servir de base à la coopération régionale. Le document esquisse les éléments d'une protection sociale minimale qui assurerait un niveau minimal d'accès aux services essentiels et la sécurité du revenu pour tous. Il invite aussi instamment les pays à s'employer à mettre en place progressivement des systèmes de protection allant au-delà de la protection sociale minimale afin de parvenir à une couverture complète et universelle.

La Commission souhaitera peut-être examiner cette analyse et émettre des directives sur les orientations générales et les politiques permettant de mettre en place et de renforcer des systèmes de protection sociale en Asie et dans le Pacifique afin de contribuer de façon décisive à réaliser les objectifs de développement en matière d'élimination de la pauvreté et à exercer une influence positive sur la croissance économique, la cohésion sociale et le développement social.

9. Questions diverses

La Commission souhaitera peut-être examiner d'autres questions portées à son attention.

10. Adoption du rapport de la Commission

La Commission examinera et adoptera des résolutions et le rapport sur sa soixante-septième session.
